

Egora_728x90

PUB

DOSSIERS DU MOMENT

PRÉSIDENTIELLES

DESERTS MÉDICAUX

LYME

ETUDES DE MÉDECINE (/ACTUS-PRO/ETUDES-DE-MEDECINE)

Numerus clausus, ECN... : les doyens veulent tout faire sauter

Par F. Na le 23-02-2017



Formation des médecins, accès aux soins, innovation... Les doyens des facultés de médecine viennent de présenter leurs "Dix propositions aux candidats à la présidence de la République".

La Conférence des doyens des facultés de médecine a dévoilé ses "Dix propositions aux candidats à la présidence de la République". Pour tenir compte des projets professionnels des étudiants, des besoins de la population et de la société, les doyens prônent une "régulation flexible" des études de santé et, par conséquent, **une remise en**

cause du numerus clausus (<https://www.egora.fr/actus-pro/etudes-de-medecine/2014-les-doyens-dezinguent-le-numerus-clausus>) et du "tout ECN" (<https://www.egora.fr/actus-pro/etudes-de-medecine/14800-scandale-ces-internes-qui-n-ont-meme-pas-le-niveau-d-un-externe>). Passerelles facilitées, parcours plus personnalisés, développement des doubles parcours sont notamment cités. "Les formations de santé doivent s'adapter aux révolutions de notre époque et au développement d'une médecine plus préventive, plus personnalisée, plus connectée", insiste la conférence.

Elle estime aussi que l'ouverture de voies parallèles aux ECN, pour des projets professionnels originaux ou adaptés aux territoires, devrait être discutée. C'est l'objet d'un axe de réflexion, qui vise à "adapter la formation de tous les professionnels de santé pour répondre aux exigences de qualité et de sécurité des soins et permettre à chaque étudiant d'être l'acteur de la construction de son projet professionnel".

Afin de repenser l'articulation des formations en santé, la conférence propose de regrouper les formations au sein de structures dédiées, "qui peuvent être des facultés de santé ou d'autres entités adaptées à la situation de chaque université". Ces regroupements visent à la fois à développer la formation des professionnels de santé à l'interdisciplinarité, pour mieux préparer une coopération renforcée sur le terrain, autour du parcours patient. Mais aussi à développer la recherche dans les secteurs paramédicaux, "qui accuse en France un retard important, lié à l'éloignement de ces formations de l'université", note la conférence.

Par ailleurs, le concept de "territoire de santé universitaire" doit être concrétisé, en liaison avec les hôpitaux, le secteur médico-social, les maisons ou centres de santé dans un maillage territorial. Une articulation qui doit permettre aux étudiants de se projeter plus tôt vers tous les types d'exercice, partout sur le territoire et de développer des activités de recherche clinique incluant les problèmes de santé traités en ambulatoire, de quoi encourager la recherche en soins primaires.

[Avec Hospimedia.fr]